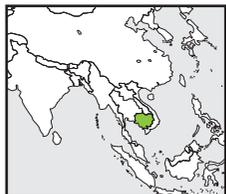


Les capacités humaines et sociales doivent être la priorité



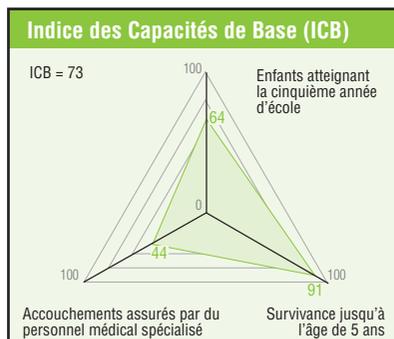
Le pays est confronté à des défis économiques, sociaux et environnementaux de plus en plus difficiles, tels que la vulnérabilité croissante aux catastrophes naturelles et le manque d'un système d'irrigation approprié. Le Gouvernement ne parvient pas à protéger les droits des peuples autochtones du pays, qui sont confrontés au rachat d'entreprises au nom du développement. Pour soutenir une croissance économique rapide, créer des emplois et réduire les niveaux de pauvreté, le Cambodge a besoin de diversifier son économie, mais, avant cela, il doit investir en capital humain. Promouvoir le développement économique sans prendre des mesures de base pour renforcer les capacités internes sociales et humaines risque de condamner le pays à un clivage plus important entre les riches et les pauvres.

SILAKA
Thida Khus

Après deux décennies de guerre civile et après les élections de 1993 parrainées par les Nations Unies, le Cambodge a rejoint l'économie mondiale. Depuis lors, le pays a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2000 et à l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA) en 2009. Le pays a également adopté un processus d'ajustement structurel qui comprend la privatisation des entreprises d'État et des services publics; après 18 ans de libéralisation économique, le Cambodge a connu une certaine prospérité principalement grâce à l'adoption de nouvelles infrastructures modernes. Toutefois, des questions restent sans réponse, à savoir si les modèles de développement appliqués sont vraiment durables et s'ils permettront de réduire le clivage qui existe entre les riches et les pauvres.

La croissance du PIB du pays a atteint son maximum de 13,4 % en 2007, puis a chuté à 7,2 % en 2008, a atteint 10,1 % en 2009 et a atteint son point le plus bas en 2010, avec -1,5 %¹. Les secteurs clé de croissance ont été le tourisme, la fabrication de vêtements et la construction, mais tous ont été durement touchés durant la récente crise économique et financière.

En outre, les bénéfices de la croissance ne s'étendent pas à tous les secteurs. Par exemple, en 2010 près de 4000 touristes par jour ont visité Angkor Wat, apportant environ 4,5 millions d'USD de revenus mensuels². Toutefois, ces bénéfices n'ont pas été ressentis par les pauvres; même si l'industrie touristique du Cambodge a créé 10 000 emplois, une grande partie de ses bénéfices ne parvient pas aux communautés locales. Selon les statistiques de l'année 2010 du ministère de la Planification, 6 à 10 % de la population de 173 000 habitants de la ville de Siem Riep, par exemple, ne gagnent pas plus de 2,5 USD par jour³. L'année dernière, 289 702 touristes sont venus de Corée du Sud et 177 000 de Chine, mais

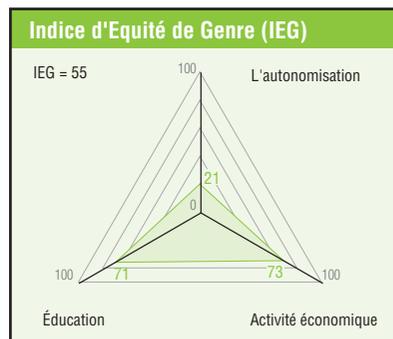


cela ne représente qu'une aide minime pour l'économie locale⁴. Selon le quotidien *the Cambodia Daily*, « ils (les touristes sud-coréens et chinois) volent avec leurs propres transporteurs, dorment dans des hôtels pré réservés et mangent dans des restaurants qui servent leurs propres plats nationaux »⁵.

Vulnérabilité économique et écologique

Le Cambodge est particulièrement vulnérable aux phénomènes météorologiques extrêmes et aux ralentissements économiques, car il lui manque un réseau de sécurité sociale adéquat. Une étude menée par l'Association cambodgienne économique sur plusieurs communautés pauvres dans les villages ciblés a montré qu'il existe une vulnérabilité croissante à l'insécurité alimentaire parmi les populations rurales pauvres⁶.

Les stratégies adoptées par les communautés pauvres pour faire face à la baisse de leurs revenus sont extrêmement nuisibles à leur dignité humaine et à leur bien-être. Par exemple, 55 % des Cambodgiens dans cette situation ont tendance à réduire la quantité d'aliments consommés, ce qui est plus fréquent chez les femmes, puisque 64 % des mères et des filles réduisent leur consommation alimentaire, afin de laisser plus de nourriture aux autres membres de la famille⁷. Si l'on tient compte également de la qualité, ainsi que de la quantité de



nourriture consommée par membre de la famille, 75 % de la population des villages ciblés mettent sérieusement en danger leur nutrition, leur santé et leur qualité de vie.

Secteur minier

La gestion de l'industrie minière a également été un sujet de préoccupation récemment, non seulement parce qu'elle a un lourd impact sur l'environnement mais aussi parce qu'elle est une preuve de la mauvaise gestion économique et sociale du Gouvernement. Par exemple, une mine de cuivre dans la commune de Kvav (province de Siemreap) est pratiquement parvenue à être opérationnelle sans que les habitants des villages voisins ne soient véritablement au courant de son existence. Selon un article paru dans *The Cambodia Daily*, un fonctionnaire a déclaré que les Forces armées royales cambodgiennes (ARC) et des hommes d'affaires chinois sont derrière l'industrie minière. Mais cela est maintenu secret. Un accord a été conclu entre le ministère de l'Industrie, des mines et de l'énergie et la compagnie de construction chinoise Nim Meng Group, et par conséquent les données de l'exploration, de l'étude de faisabilité et de l'exploitation minière étaient toutes confidentielles⁸.

L'accord garantissait 80 km² à la fois pour l'extraction (6 ans) et pour l'exploration (jusqu'à 30 ans). Depuis l'année 2008, le favoritisme a toujours existé entre l'ARC et la communauté des affaires devenant en quelque sorte la politique officielle. Le problème de la militarisation des mines du Cambodge a été diffusé, et à Siem Riep des journalistes ont été escortés hors de l'enceinte du site minier. La société a déclaré

1 Index Mundi, *Cambodia GDP – real growth rate*, (2011), <www.indexmundi.com/cambodia/gdp_real_growth_rate.html>.

2 Khmer News, *Angkor Wat revenues rise on Chinese flights*, (2010), <khmerweekly.com/2011/02/18/angkor-wat-revenues-rise-on-chinese-flights>.

3 Ibid.

4 English People Daily Online, *Cambodia sees Chinese visitors as potential boost to tourism*, (15 janvier 2011), <english.peopledaily.com.cn/90001/90777/90851/7261729.html>.

5 *The Cambodia Daily*, (24 février 2011).

6 CEA, *The Impact of Economic Downturn on Households and Communities in Cambodia*, (mai 2010).

7 Ibid.

8 *The Cambodia Daily*, (1^{er} mars 2011).

qu'elle allait construire un système d'irrigation pour les rizières et des routes, mais les six villages voisins ont déjà déposé des plaintes selon lesquelles l'entreprise s'est appropriée illégalement des terres appartenant aux villageois.

Enjeux pour l'agriculture

Pour soutenir le secteur agricole, le Gouvernement doit améliorer les services publics de soutien aux agriculteurs. Le système d'irrigation - qui dessert environ un tiers des terres agricoles du pays - est en train de s'effondrer car la gestion locale ne parvient pas à couvrir son entretien⁹. Par ailleurs, une étude de l'Agence de coopération internationale du Japon a déclaré lors d'un récent séminaire à Phnom Penh que seulement 1 million d'hectares de terres arables était desservies par l'irrigation en 2009 ; aujourd'hui, des plans sont mis en œuvre pour augmenter la zone d'irrigation de 25 000 hectares par an.

Les allocations budgétaires à l'agriculture ont été minimales, même si celle-ci est considérée comme une priorité. Entre 2005 et 2009, la part de budget allouée à ce secteur ne représentait que 1,5 % à 2,5 % du budget total¹⁰.

Pillage des terres sacrées

Le peuple Suy est un des plus petits groupes autochtones du pays. Près de 900 Suy vivent dans cinq villages de la commune Treapang Chor, dans le district de O Ral, installés autour du sanctuaire du mont O Ral, établi en 1997. Ce sanctuaire comprend leurs terres agricoles et un forêt d'utilisation coutumière qui est traditionnellement considérée comme la maison de la déesse Te Suy Yeay¹¹. En 2009, le Gouvernement a attribué plusieurs concessions représentant plus de 10 000 hectares¹² sur les flancs du mont O Ral, destinées à des plantations de maïs et au tourisme ; sans demander la permission de la population locale, ni le peuple Suy, qui a immédiatement protesté, affirmant ses droits sur ces terres et ces ressources¹³. Malgré cela, on a commencé à

planter du maïs en juin 2009. Neuf mois plus tard, le Gouvernement a rendu 6000 hectares aux Suy, ce qui ne fut pas le cas pour la population non autochtone, laissant craindre qu'elle ne tente de s'installer violemment dans la zone du peuple Suy¹⁴.

Malheureusement, il ne s'agit pas d'un cas isolé. Presque toutes les communautés autochtones au Cambodge sont confrontées à de graves problèmes de terres, largement associés aux rachats d'entreprises au nom du développement. Le Gouvernement continue d'ignorer ses propres lois sur la reconnaissance juridique des terres communales et des réserves, et faillit à son rôle de protecteur des droits des peuples autochtones du pays. Il viole également les obligations internationales issues de la Convention internationale contre la discrimination raciale (CERD), de la Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels, et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones¹⁵.

Le développement économique et la diversification

L'économie du Cambodge est tributaire d'un éventail restreint de secteurs, tels que l'agriculture basée sur le riz, les vêtements, le tourisme et la construction¹⁶. La crise mondiale de 2008 a fait ressortir la vulnérabilité de l'économie limitée du Cambodge, et de nombreux experts sont d'accord sur le besoin de diversification. Le riz reste la culture principale, et bien que le poivre, le sucre de palme, la noix de cajou et le caoutchouc offrent des perspectives intéressantes, la majorité des agriculteurs dépendent encore presque exclusivement de la production de riz. Le secteur de l'habillement a connu une croissance régulière, et est maintenant un des principaux employeurs industriels, en particulier pour les femmes. Cependant, il est très sensible à la demande internationale et a été très durement touché par une baisse de la demande des États-Unis et de l'Union européenne lors de la crise¹⁷.

Il est clair que pour maintenir une croissance économique rapide, créer des emplois et réduire la pauvreté, le Cambodge a besoin de diversifier son économie, mais ce n'est pas une tâche facile. Pour ce faire, le pays a besoin d'accroître sa compétitivité dans la région, et d'acquérir une plus grande technologie et davantage de savoir-faire. Cela implique des efforts importants en termes de ressources humaines, de gestion des ressources naturelles et de réformes structurelles. La recherche de diversification devrait également prendre en compte le potentiel des micro, petites et moyennes entreprises sur tout le territoire. Ces entreprises, avec l'agriculture, pourraient être de véritables moteurs de la croissance économique, et devraient être intégrées à toute stratégie de diversification ayant comme objectif un développement durable, une meilleure sécurité alimentaire et une diminution de la pauvreté.

Les organisations de la société civile (OSC)

La société civile cambodgienne a fait face à de nombreux défis au cours de ces dernières années, entre autres, des lois spécifiquement conçues pour mettre en danger sa liberté de fonctionnement. La première est la loi anti-corruption, qui exige que les rapports de cas de corruption fournissent de nombreuses preuves et leurs sources. L'autre loi qui va directement affecter les organisations est celle qui concerne l'inscription des OSC exigeant que tous les membres d'une OSC s'inscrivent avant de commencer une activité et également que toutes les OSC présentent une liste de leurs activités annuelles et leurs rapports financiers au Gouvernement. Cela risque de limiter fortement les initiatives des citoyens et surtout d'affecter les organisations communautaires. Les villageois et les groupes autochtones (comme les Suy et le peuple Pnong) ne seront pas en mesure d'agir tant qu'ils ne sont pas inscrits.

Cette loi a été considérée comme une menace pour les droits humains et la démocratie, car elle donne carte blanche au Gouvernement pour clôturer les organisations sans procédure législative.

L'aspect prometteur de la décentralisation est que le Gouvernement a commencé à introduire la deuxième phase, donnant aux autorités locales la responsabilité d'évaluer le développement démocratique.

Conclusions

Le Cambodge a besoin de prendre le contrôle de ses propres ressources et d'en améliorer la gestion afin de favoriser le développement durable. Promouvoir le développement économique sans prendre des mesures de base pour renforcer les capacités internes sociales et humaines risquent de condamner le pays à un élargissement du clivage entre les riches et les pauvres. ■

9 *The Cambodia Daily*, 26, 27 février 2011.

10 Ngo Sothath y Chan Sophal, *Agriculture Sector Financing and Services for Smallholder Farmers*, (Cambodia, NGO Forum, Action Aid Cambodia, septembre 2010), <www.ngoforum.org.kh/eng/dip/olddipdocs/AEP_Report_Agriculture_Sector_Financing.pdf>.

11 OMCT Action File, *Cambodia: Suy Indigenous Peoples at Risk of Extinction*, (2010), <www.omct.org/files/2010/03/6139/cambodia_action_file_.pdf>.

12 Indigenous People Land and Resources, *Ethnocide – Cambodia's indigenous people under attack*, 1^{er} mars 2010, <indigenoupeoplesissues.com/index.php?option=com_content&view=article&id=4146:ethnocide-cambodias-indigenous-peoples-under-attack-aipp-public-statement&catid=62:southeast-asia-indigenous-peoples&Itemid=84>.

13 Ibid.

14 Ibid.

15 Ibid.

16 V. Salze-Lozac'h, "Diversifying Cambodia's Economy, Easier Said than Done", *In Asia*, (The Asia Foundation, 15 septembre 2010), <asiafoundation.org/in-asia/2010/09/15/diversifying-cambodias-economy-easier-said-than-done>.

17 Ibid.